

PERCEPTION DU PUBLIC SUR L'EXPERTISE ET INTERET FACE AU RISQUE

Depuis 1988, le baromètre IRSN suit l'évolution des attitudes et des opinions du grand public sur les risques et la sécurité. Menée annuellement auprès du public, l'enquête aborde diverses thématiques (nucléaire, sanitaire, industriel, alimentaire, environnemental) qui permettent de comprendre l'opinion des français et finalement de mieux intégrer le public dans les actions d'évaluation et de gestion du risque.

Dans le cadre du développement du site Internet du Réseau national, il est donc primordial de prendre en compte le jugement et les préoccupations actuelles des français sur ces aspects. Ce chapitre synthétise les principales conclusions du baromètre IRSN 2007.

1 LE REGARD DES FRANÇAIS SUR L'EXPERTISE

1.1 QUI DOIT CONTROLER UNE INSTALLATION A RISQUE ?

En réponse à cette question du baromètre IRSN 2007, un tiers des français cite le comité d'experts. Suivent les autres composantes traditionnelles de régulation du risque avec les Pouvoirs publics puis les élus. L'exploitant, trop proche de son installation, ne fait pas partie des acteurs du contrôle.

Globalement le public semble s'appuyer sur l'assurance que l'expert apporte avec la science, puis sur l'autorité que représentent les Pouvoirs publics avec la réglementation ou encore la sanction.

1.2 LE ROLE DES EXPERTISES SCIENTIFIQUES

Les résultats obtenus dans le baromètre IRSN 2007 mettent à mal quelques a priori que l'on peut avoir sur l'expertise comme celui de croire que le public ne veut pas de désaccords dans les avis remis par l'expert.

Ils sont plus de 80% à penser que les experts doivent aussi présenter les points de désaccord. Signe que le public est en attente d'une ouverture de l'expertise.

Les expressions de prudence face au risque sont tout autant plébiscitées dans ce baromètre : 83% pour dire que le respect des règles est le meilleur moyen pour diminuer un risque, 77% qu'il faut être certain des avis des experts avant d'informer les populations. Ceci n'est pas incohérent avec le résultat précédent où le public réclame aux experts de présenter les points de désaccord. Etre certain peut aussi signifier avoir cerné toutes les composantes du risque.

La pluralité de l'expertise semble donc s'imposer dans l'opinion.

1.3 L'IMAGE DES EXPERTS SCIENTIFIQUES

En 2006, il y a 57% de bonnes opinions sur les experts scientifiques. Comme dans les vagues précédentes du baromètre, la principale qualité attendue d'un expert est sa compétence technique (70% des réponses). Les deux autres qualités plébiscitées mises en avant sont l'indépendance de jugement (47%) et la façon dont il arrive à ses conclusions (45%).

Le public attribue aux experts des qualités qui sont autant de garanties de la qualité de son travail.

1.4 L'ACCES AUX DOSSIERS D'EXPERTISE

53% des personnes interrogées jugent normale que les avis des experts scientifiques soient rendus publics. Certes le public attend d'un organisme d'expertise qu'il publie ses dossiers (61% d'opinions favorables) et il attend aussi une disponibilité pour répondre aux questions qui pourraient lui être posées par des associations ou des citoyens (65%).

Les résultats montrent également que le public semble ne pas désirer s'impliquer directement dans les travaux d'expertise. Il laisse le soin à d'autres de le faire et il veut que l'expert soit disponible pour faciliter cet accès et le partage de son savoir-faire. **Même en s'appuyant sur d'autres acteurs, le public reste méfiant et préfère conserver un accès à ces dossiers et construire ainsi sa propre opinion (67% de réponses favorables).**

Le public est-il réceptif à des actions participatives ? Les résultats semblent aller dans ce sens. Mais il ne voit pas encore clairement son rôle dans ce type d'actions et préfère le confier à d'autres.

2 L'INTERET DU PUBLIC FACE AU RISQUE

2.1 LES SOURCES D'INFORMATION SUR L'ENVIRONNEMENT

Parmi les sources d'information jugées utiles par le public et permettant de se forger un avis sur les sujets d'environnement, les informations à la télévision et à la radio (56%) sont plébiscitées mais les avis rendus par les scientifiques (40%) sont également mis en avant.

Les sites Internet en lien avec l'environnement (16%) reste un moyen de communication jugé utile mais loin derrière les articles de presse (33%) et les positions prises par les associations de défense de l'environnement (30%).

La pluralité des moyens de communication et des sources d'information semble donc s'imposer afin de permettre au public de se forger un avis sur les sujets d'environnement.

2.2 LES STRUCTURES DE CONCERTATION

Les interviewés sont 94% à trouver qu'une « structure réunissant des experts scientifiques, des décideurs politiques, des industriels, des associations, des citoyens et dont le but serait de s'occuper des situations à risques » serait très utile (50%) ou plutôt utile (44%). En première réponse, ces personnes jugent qu'une telle structure serait utile pour mieux identifier les risques (32%), contribuer à réduire les risques (29%), obtenir une information fiable (18%), faciliter les échanges entre les travailleurs d'une installation à risque et les personnes habitant à proximité (12%).

Ce résultat rejoint ceux observés précédemment où on observait un public un peu en retrait vis-à-vis d'une information dont il ne sait peut être qu'en faire. Il attend d'une structure de concertation non pas qu'elle lève le voile sur l'information mais qu'elle lui apporte un gain sur la sûreté ou la protection face au risque.

3 PRINCIPALES CONCLUSIONS

Le public veut plus de pluralité.

Au niveau du site Internet, cela signifie qu'il est important d'afficher clairement et distinctement l'ensemble des partenaires du Réseau et de faciliter ensuite la comparaison des données par partenaire. Cette pluralité concerne aussi bien les sources d'information que les moyens de communication.

Le public souhaite un expert ouvert. Cette ouverture de l'expertise peut également se symboliser par la présentation de points de désaccord entre experts.

Dès la page d'accueil, il faut montrer que toute question est la bienvenue et afficher les réponses aux questions.

Le public veut aussi qu'il y ait un accès à tous les résultats.

Il ne faut pas chercher à tout prix la simplification des résultats même si elle doit être présente. Cette simplification ne doit être présente que pour faciliter l'accès aux résultats complets. Il est important de montrer que le public peut accéder à l'ensemble des résultats.

Le public attribue aux experts des qualités qui sont autant de garanties de la qualité de son travail.

Il faut afficher la compétence sur le site. Elle est notamment présente dans toute la partie relative aux agréments des laboratoires. Mais elle est également présente dans l'expertise apportée aux résultats de mesure.

4 DOCUMENTATION IRSN SUR LA PERCEPTION DES RISQUES

Baromètre IRSN 2007 - Perception des risques et de la sécurité - Rapport IRSN/DSDRE/2007-12 - Septembre 2007.

Rapport PERPLEX - Collaboration IRSN/AFSSA/INERIS/INVS/INRA/ADEME/IFEN - Expertise et grand public : quelles perceptions face au risque - Rapport IRSN/ DSDRE/DOS/2006-10 - Juillet 2006.